

## ARRETÉ DU MAIRE N°A2025\_003

Notifié le :

Domaine d'intervention :  
8. Domaine de compétence par thème  
8.3.2 Permission de voirie

### ARRETÉ DU MAIRE AUTORISANT DES TRAVAUX SUR LA VOIRIE

Le Maire de la Commune de Feigères,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 ;

**Vu** le Code de la Route, et notamment les articles L110-2 et L411-1, ;

**Vu** l'instruction générale sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 modifiée et complétée par arrêtés des 24 novembre 1967, 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1971, 10 juillet 1971 et 7 juin 1974 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié approuvant  
« l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie :  
signalisation temporaire »,

**Vu** la demande de TST en date du 10/01/2025

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation sur certaines voiries pour les travaux de réhabilitation des regards (secteur MALCHAMP).

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Arrêté municipal réglementant la circulation sur les voiries suivantes :

- **Secteur de MALCHAMP**
  - o Chemin de Bel Air : réhabilitation des regards.

### **ARTICLE 2**

Les travaux auront lieu du 15 au 25/01/2025

Les travaux de chemisage d'eaux usées sont effectués pour le compte de la CCG.  
Une zone de stockage est prévue sur le domaine public.

### **ARTICLE 3**

Les travaux seront réalisés par l'entreprise TST.

### **ARTICLE 4**

La signalisation temporaire, conforme aux dispositions du Code de la route et à l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 précité, sera mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise TST

- *Chantier mobile : signalisation en fonction des nécessités du chantier*
- *L'accès aux véhicules de secours sera maintenu en permanence,*
- *L'accès aux riverains à leur habitation sera maintenu et/ou aménager en fonction de l'avancement des travaux et en commun accord avec les riverains.*

**Toutes les dispositions de sécurité devront être prises par l'entreprise  
TST**

### **ARTICLE 5**

Aucune redevance ne sera appelée pour cette occupation du domaine public, le montant étant inférieur à 15 €.

### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté :

- TST
- Les services techniques de la Commune de Feigères
- La Police municipale
- Communauté de Communes service OM, scolaire, mobilité
- Communauté de Communes service eau-assainissement,

### **ARTICLE 8**

Mme le Maire de la commune de Feigères, Madame la secrétaire générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et/ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Feigères, le 13 janvier 2025

Le Maire  
Myriam GRATS



*Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, d'un recours hiérarchique auprès du supérieur hiérarchique et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification. Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2011-1202 du 28/09/2011, à peine d'irrecevabilité, la requête devant le Tribunal Administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros à moins que le requérant ne bénéficie de l'aide juridictionnelle.*